



# COMPTE-RENDU DE LA CAP LOCALE DE MUTATION DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2012

## Tableaux des mouvements de la Filière Gestion Publique

Nom Prénom	Service de départ	Service d'arrivée
<b>Mouvements des contrôleurs</b>		
BEAUMONT Christelle	Lille Amendes	Service Dépenses
BEN BAKHTI Farid	CPS	CPS Relais
DA SILVA Stéphane	Service Dépenses	Liaison recouvrement
DERQUE Denis	Service Immobilier	Paierie régionale
DESLANDES Jérôme	Ronchin	CPS Relais
DIVERCHY Maryline	Valenciennes CH	Somain
DUQUENNE Philippe	Liaison Recouvrement	Liaison Rémunérations
FLEURY Karen	Service Comptabilité	Lille municipale
LENGLACE Françoise	SIP Grand Lille Est	Service Dépenses
MANUEL Elodie	Service SPL	Sin le Noble / 1er juillet
MERCIER Véronique	Service RH	Service Comptabilité
SAWRAS Eric	CPS	CPS Relais
THOILLIEZ Dominique	Maubeuge SPL	Berlaimont
<b>Mouvements des agents</b>		
CAUX Hélène	Dunkerque RF	Cassel
CLEENEWERCK Hélène	Paris	CPS Relais
DEBRUYNE Isabelle	Armentières	Merville
DUPLAQUET Perrine	Haute Savoie	CPS Relais
DURIEZ Bertrand	Tourcoing CH	SIP Tourcoing Nord
GAVOIS Hélène	Lille Municipale	Gravelines
HENNEBERT Claire	Lambersart	Service comptabilité
KERENFLECH Michaël	Wattrelos	Douai municipale
LENSEELE Corinne	Service Dépenses	Service produits divers
LUCAS Frédéric	Denain Municipale	Anzin
MERLIN Matthieu	Val de Marne	Lille Amendes
MIEKUS Mélodie	SIP Grand Lille Est	Liaison Recouvrement
NOULLEZ Nathalie	SIP Tourcoing Nord	SIP Grand Lille Est
SELLIER Karine	CPS	CPS Relais
SZABLEWSKI Fabrice	Lille Amendes	CPS Relais
TOMCZAK Delphine	Oise	Ronchin
VANHOUCKE Cédric	Anzin	Condé sur escaut
VERIN Jean-Sébastien	Oise	Saint André

Régularisation de mouvements antérieurs		
RIOU Hélène	Roubaix CH	CPS Relais
DEJONGHE Valérie	Gravelines	Dunkerque CH
RHALMI Rachida	DRFIP93	CPS

Cette CAP avait pour objet de se prononcer sur le mouvement de la filière gestion publique au 1<sup>er</sup> avril 2012.

**Etat des lieux :**

Suite au mouvement central 8 cadres B et C doivent partir du département pour seulement 5 arrivées. Depuis plusieurs mouvements notre département se retrouve avec un déficit d'arrivées de nouveaux agents. A ce jour, il y a un déficit de 34,7 agents B et C sur la Direction.

Les suppressions d'emplois à mettre en lien avec les nécessités de services ont réduit de façon drastiques les possibilités de mutations.

La CGT n'a pas abordé cette CAP avec à l'esprit les contraintes de gestion imposées. Vos élus CGT réaffirment que chaque demande de mutation est légitime et nécessite qu'elle soit satisfaite.

A ce titre, les élus regrettent la pauvreté de ce mouvement. Il répond de moins en moins aux demandes des collègues, grandissantes au regard de leur situation professionnelle et personnelle.

La CGT a pointé le déficit alarmant des emplois à pourvoir notamment sur l'arrondissement Lillois.

Les services à compétence supra régionales, qui se devaient être la fierté de la direction locale se voient tous être en sous effectifs chroniques permanents.

Bien que les créations d'emploi soient actées, les sièges restent désespérément vides.

**Vos élus CGT n'aborderont jamais les CAP dans un esprit de co-gestion de la pénurie, ils ont abordé tous les dossiers que vous leur avez confiés, et resteront à vos côtés pour toutes vos sollicitations à venir.**

N'oubliez pas de nous transmettre vos demandes de mutations.

Lors de cette CAP, la CGT a permis de rajouter au mouvement, deux contrôleurs et quatre agents dans les tableaux de mutation.

De plus d'autres dossiers ont connu des avancées significatives pour une mutation future .

# Déclaration liminaire CGT

## CAP locale de mutations gestion publique du 23 février 2012

Le 31 janvier dernier, de nombreux agents ont envahi la salle du comité technique local de la DRFIP Nord, boycotté par l'ensemble des organisations syndicales, pour exprimer leur ras-le-bol des suppressions d'emplois et dénoncer la dégradation des conditions de travail.

Avec 95 suppressions d'emplois dans le Nord cette année, la situation des services et postes, déjà insoutenable, ne pourra que se dégrader encore plus. Il en va de même pour les missions. La réponse apportée par la direction : les suppressions d'emplois ont été établies avec « discernement » ! Cette réponse ne donne aucune perspective d'espoir aux agents. Quelle méconnaissance des agents, car la souffrance au travail est déjà largement installée dans les services ! Et malgré tout, le CTL a validé les suppressions d'emplois ...

Le 2 février 2012, à l'appel de l'ensemble des syndicats, les agents de la DGFIP étaient appelés à faire grève, notamment en opposition aux suppressions d'emplois. A la DRFIP Nord, près d'un agent sur 3 manifestait le rejet de cette politique purement comptable.

**MAINTENANT CA SUFFIT : IL FAUT ARRETER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET LA DEMOLITION DES SERVICES PUBLICS.**

C'est, entre autres, pour cette revendication que la CGT appellera les personnels à se mobiliser le 29 février 2012, dans le cadre de la journée européenne d'action contre l'austérité, et à la DGFIP le 27 mars.

Aujourd'hui, nous sommes contraints d'examiner un mouvement étriqué, découlant des suppressions d'emplois : aucun agent B et seulement 5 agents C entrants alors que 8 départs en C et B.

Nous dénonçons de nouveau le peu de possibilités de mutations entre les arrondissements financiers : il est très difficile de quitter l'arrondissement lillois et la Direction pour les autres arrondissements. A cela, vous nous opposerez que des sous effectifs en Direction, qui sont plus que réels, ne permettent pas des mutations vers d'autres destinations qui sont en sur effectifs d'après l'Administration. Mais pour la CGT, ce n'est pas aux agents de subir une nouvelle fois les conséquences des suppressions d'emplois et l'exemplarité de notre ministère en la matière ; 2 agents sur 3 non remplacés !

Vu le peu de mutations internes, nous vous interrogeons sur l'apurement de la liste de l'ancienne gestion.

De plus, le document de travail des vacances et surnombres d'emplois à la DRFIP est illisible, notamment en ce qui concerne la Direction ; nous les avons avant par divisions et même par services. D'autre part, il n'est plus fait état de la situation familiale des agents entrants, comme cela était le cas auparavant. Comment dans ces conditions, satisfaire au mieux des agents déjà malmenés par les réformes successives ?

Aussi, vous ne devrez donc pas vous étonner du vote négatif des élus CGT en fin de CAP : pas question pour nous de cautionner votre politique destructrice de nos services et, des hommes et des femmes qui les font vivre.